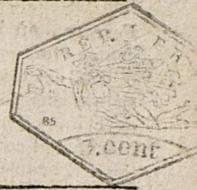


211-1

LE PUBLICISTE.

TRIDI 13 Messidor, an VII.

1 juillet, 1799.



Victoire remportée par le général Dombrowski à Reggio. — Prise par le général Lapoype d'un dépôt de farines et de grains à Robbio. — Arrivée du duc de Parme à Milan. — Découverte par Passwan-Oglou d'une conjuration contre sa personne. — Détails sur l'attaque faite par les Autrichiens sur la rive droite du Rhin. — Nouvelles diverses.

ITALIE.

Turin, le 24 prairial.

Le quartier-général de l'armée impériale est parti le 22 pour se rendre à Asti. Le général Kaim est resté ici avec un corps suffisant pour continuer le siège de notre citadelle. La tranchée & les autres travaux sont déjà achevés, & l'on prépare tout pour tenter un assaut, si la garnison ne se rend pas à la sommation qui lui en sera faite.

Le comte de Saint-André, dont les deux fils sont comme otage à Lyon, le même qui étoit autrefois gouverneur de Turin, est rétabli dans son ancienne place.

On vient de créer ici un gouvernement provisoire sous le nom de *Quinta*, composé du ci-devant commissaire-ordonnateur Serra, le même qui fut chargé par le général Grouchy d'organiser l'armée piémontaise; du sénateur d'Arando, & du comte Cerutti, ci-devant ministre de l'intérieur du roi de Sardaigne.

On continue à poursuivre & à emprisonner les patriotes du Piémont.

Gènes, le 29 prairial.

Nous reçûmes hier la nouvelle officielle d'une victoire remportée par Macdonald sur les Autrichiens, auprès de Modène. Nous recevons aujourd'hui la nouvelle également officielle que le général Dombrowski les a battus le même jour à Reggio; & le général Victor, à San-Dorino, au delà de Parme. Macdonald étoit parti du camp de Saint-Pellegrino, près de Pistoia; Dombrowski, de Saplbo au-dessus de Fivizzano; & Victor, de Pontremoli & de Borgo di Favo. Le plan habilement concerté par le général en chef Moreau, & le général Macdonald, auroit encore eu plus de succès, si le corps parti de Bologne & de Castel-Franco avoit réussi à forcer le passage du Panaro. Alors on auroit de tous côtés coupé la retraite à l'ennemi.

Le général Lapoype, qui s'étoit porté sur le mont Ligurien avec un corps de deux mille cinq cents hommes & quinze cents paysans, a pénétré jusqu'à Robbio où les ennemis avoient formé un dépôt de farines & de grains. Le principal objet de cette expédition étoit de se saisir de ces magasins, afin d'arrêter les progrès de la disette qui commence à se faire sentir d'une manière effrayante. Le général Lapoype a dû recevoir des renforts avec lesquels il entreprendra une autre expédition non moins importante, & qui fait partie du plan que le général en chef va diriger en personne. Il est parti cet après-dîner à trois heures, & a pris le chemin de la Bochetta par où la plus grande partie des troupes a défilé.

Les Français sont déjà à Houli. Ils doivent se porter vers Tortone. Ce mouvement obligera probablement les Austro-Russes à se retirer d'Alexandrie pour concentrer leurs forces entre Vagheres & Plaisance. On dit qu'ils ont déjà évacué Turin & Ceva.

Les insurrections continuent. Les austro-russes ont publié qu'ils ne vouloient que rétablir le roi de Sardaigne. Dans les villes qu'ils ont occupées, ils ont nommé des gouverneurs piémontais, qui font des proclamations au nom du roi, qui engagent les habitans à s'armer, & promettent une amnistie générale aux piémontais qui abandonneront les drapeaux français.

Nous apprenons que le duc de Parme est parti pour se rendre à Milan, accompagné de son régiment des gardes, d'un grand nombre de nobles & de cent chariots chargés. On ne fait si les Autrichiens l'ont forcé de partir, ou s'il s'est cru en danger de la part des Français. Plusieurs personnes arrêtées, sous prétexte de jacobinisme, ont été emmenées, chargées de fers.

On attend ici avec impatience un convoi de grains, promis depuis long-tems & annoncé de nouveau dans la proclamation publiée par Moreau avant son départ. C'est celle où il remercie les Liguriens de l'hospitalité qu'ils ont accordée à l'armée française, & les exhorte à l'union & à la concorde pour mieux résister à l'ennemi commun.

HONGRIE.

Semlin, le 23 prairial.

On assure que Passwan-Oglou a découvert une conspiration tramée contre sa personne; qu'il l'impute à la sublime Porte, & qu'il a en conséquence levé de nouveau l'étendard de la révolte. On prétend même qu'il s'est mis en marche sur Philippopoli.

Suivant des lettres récentes de Constantinople, il y a eu dans l'isle de Chypre une violente insurrection, dans laquelle les percepteurs des contributions ont été massacrés.

Les mêmes lettres disent qu'on a reçu de Dgeza Pacha une lettre datée de la fin de germinal, dans laquelle il annonce qu'il a fait essuyer aux Français un nouvel échec sous Saint-Jean-d'Acre, & qu'il espère les mettre entièrement en fuite, dans un combat qu'il se propose de leur livrer.

A L L E M A G N E.

Augsbourg, le 7 messidor

L'aile droite de l'armée de Macdonald, réunie au corps du général Montrichard, a pénétré jusqu'aux environs de

LIBRARY
U OF KY

Ferrare, où le général comte de Klenau s'est replié. Le centre étoit parvenu le 16, à peu de distance de Mirandole & de Guastalla; & l'aile gauche, après avoir occupé Parme, s'étoit dirigée vers Plaisance; on se trouve le général Ott avec un corps considérable. Ces mouvemens du général Macdonald confirment qu'il a le dessein de pénétrer à Mantoue. En conséquence, le général Kray, qui avoit eu l'ordre de recommencer le siège de cette place & de le pousser avec vigueur, s'est vu dans le cas de changer le siège en blocus, & a fait transporter l'artillerie de siège à Vérone.

Le général Suwarow a transféré son quartier général d'Alexandrie à Pavie; & l'on croit qu'il va commander en personne l'armée d'observation contre le général Macdonald, tandis que le général Mélas, qui a transféré son quartier-général à Asti, agira contre le général Moreau, qui occupe de fortes positions dans le Monferrat, d'où il paroît vouloir se diriger sur Alexandrie & Tortone.

L'escadre turco-russe, après avoir bombardé pendant sept ou huit heures Ancône, a été obligée, par une tempête de gagner le large, & elle se borna aujourd'hui à faire le blocus de cette place à une assez grande distance.

Minden, le 30 prairial.

La Hollande craint plus que jamais de devenir le théâtre de la guerre. Les partisans de l'ordre actuel y sont instruits que le directoire français est sur le point de rappeler les troupes françaises qui protégeoient leur république; & que cette retraite, prévue & commencée depuis quelque tems, sera bientôt totalement effectuée. En conséquence, deux députés, parmi lesquels se trouve le ci-devant comte de Bentink, se sont rendus ici pour demander l'intercession du roi de Prusse, & pour lui faire des propositions au nom du corps législatif & du directoire batave. Le roi les a renvoyés auprès de son ministre, le comte de Haugwitz, avec lequel les députés ont eu trois jours de conférences. Ils ont offert de prendre à leur solde 25 mille prussiens, & de payer un subside convenu. Le roi de Prusse consentoit à fournir les 25 mille hommes, mais demandoit préalablement le rétablissement du stathouderat. Les députés n'ayant pas, comme on le sent bien, des pouvoirs suffisans pour consentir à des conditions si extrêmes, ont jugé qu'ils ne pourroient réussir dans leurs négociations, & se sont retirés.

Francfort, le 6 messidor.

Le roi & la reine de Prusse arrivèrent à Anspach le 1^{er} de ce mois. Le roi y donna le lendemain une audience à tous les princes & ministres étrangers qui y étoient venus pour le complimenter, & à laquelle assista l'électeur de Bavière, qui étoit arrivé la veille, et qui reçut de S. M. l'accueil le plus distingué. S. A. E. partit dans la nuit du 2 au 3 pour retourner à Munich. L. M. partirent le 3 pour Wilhelmsbad, près de Hanau, arrivèrent le lendemain à Aschaffembourg, d'où, après avoir diné chez l'électeur de Mayence, elles continuerent leur route.

Une partie du troisième corps de Russes arrivera le 19 de ce mois à Plisen en Bohême, où il campera jusqu'à nouvel ordre.

Suivant une de nos gazettes, l'état des forces que la Russie emploie contre la France se monte à 125 mille hommes; savoir, 40 mille en Italie, 45 mille qui sont en marche vers le Tyrol pour se réunir à l'armée de l'archiduc, 15 mille sur l'escadre turco-russe, & 25 mille qui se dirigent vers la Bohême, & qui sont destinés à recruter les autres corps

de l'armée. Prul 1^{er}. vient en outre d'ordonner une nouvelle levée extraordinaire dans ses possessions en Pologne, & tout annonce que ce prince, entraîné par l'Angleterre, s'est jeté dans la coalition avec une ardeur sans bornes.

La gazette de Pétersbourg du 26 prairial annonce que le prince égyptien Hadschy-Bey, actuellement à Pétersbourg, a demandé & obtenu de prêter le serment de fidélité et de soumission.

Manheim, le 8 messidor.

On apprend de Heidelberg que les troupes de cavalerie autrichienne qui en occupoient les environs, ont reçu ordre de se rendre sur le Haut-Rhin. On ajoute qu'il y a eu en Suisse une bataille à l'avantage des Français.

A N G L E T E R R E.

Londres, le 30 prairial.

(Note du rédacteur. Comme il est important de bien déterminer le sens de la déclaration faite par M. Pitt dans la séance du 19 prairial, nous avons cru devoir comparer les différens papiers qui rapportent les débats parlementaires, & sur-tout consulter le *Morning-Post* qui les recueille avec le plus de fidélité. Nous avons rapproché du texte de cette déclaration le développement qu'en donne M. Windham. On sait que M. Windham est le commentateur ordinaire, souvent indiscret, & quelquefois désavoué de M. Pitt. Il ne l'a pas été cette fois, malgré l'interpellation faite par M. Thierny, qui a fort bien observé que le gouvernement français trouveroit dans ce discours non-contradictoire du collogue & du confident de M. Pitt le meilleur manifeste qu'il pût désirer. — Voici tout le débat, réduit à ses moindres termes):

M. Pitt. — Je propose d'accorder à l'empereur de Russie; 1^o 227 mille liv. sterl. à titre d'avances, payables par termes; 2^o une somme de 75 mille liv. sterl. par mois; 3^o un subside de 57,500 liv. sterl. par mois, après la conclusion de la paix, faite du consentement des deux parties contractantes; 4^o un crédit de 5 millions sterl. mis à la disposition de sa majesté, pour l'aider à remplir l'intention de son message.

L'objet de ces subsides est de nous assurer la concurrence de l'empereur de Russie pour affranchir l'Europe du plus grand fléau qui l'ait affligée, du plus grand danger qui l'ait jamais menacée, de rétablir la balance des pouvoirs, de rendre aux anciens principes & aux anciennes habitudes leur empire sur les peuples.

Tel est le but qu'il faut atteindre; tels sont les sacrifices que nous devons à notre honneur, à notre sûreté, à l'intérêt de notre pays, qui nous défendent de traiter d'aucune manière avec une puissance dont l'existence, dans son système actuel de principes et de conduite, est incompatible avec notre salut.

M. Tierney. — Avant de voter l'argent de mes constituans, je demande qu'on m'explique ce qu'on entend par cause commune, intérêt commun, délivrance de l'Europe? Je ne vois ici qu'un principe indéfini, qu'un objet vague & indéterminé. Depuis le commencement de la guerre, le ministre n'a jamais tenu d'autre langage & ne s'est pas encore exprimé de manière à se faire comprendre. Cet intérêt commun consiste-t-il à renfermer la France dans ses anciennes frontières? Veut-on s'en tenir là & conclure alors la paix?

M. Pitt. — J'entends par intérêt de l'Europe, son affranchissement de ce joug honteux que les armes & les principes de la république française ont imposé à des nations indépendantes. Mais cet affranchissement & la réduction de la France dans ces anciennes limites ne suffisent pas encore à notre sûreté. Tant que la France persistera dans son système, dans ses principes révolutionnaires, dans son implacable hostilité contre tous les gouvernemens réguliers tant qu'elle conservera des ressources & des forces suffisantes pour l'accomplissement de ses vues hostiles, il n'y a point de sûreté pour l'Europe. La sûreté est notre unique objet. Notre sûreté, c'est-à-dire, celle de l'Europe une fois garantie, il n'y a plus d'obstacle à la paix; & pour que l'Angleterre & le monde entier connoissent les principes qui nous dirigent, je vais les articuler distinctement:

« I do not confine my view merely to the extent and power of France, I include in it the character, the conduct, and the views of her present government. When such a change shall be effected in them as shall promise security, when that season for peace shall arrive, I shall be ready to embrace it ».

Ma vue ne se borne pas simplement à considérer la puissance de la France & l'étendue de ses frontières; elle embrasse de plus le caractère, la conduite & les vues de son gouvernement actuel. Quand un heureux changement dans le caractère, la conduite & les vues de ce gouvernement nous promettra sécurité; quand ce moment de traiter de la paix arrivera, je serai prêt à le saisir.

M. Tierney. — Proposition vague, objet indéfini. Ce que j'y vois de plus clair, c'est qu'on est déterminé à poursuivre la guerre contre la France jusqu'à ce qu'on ait renversé, ou qu'elle ait changé sa constitution: c'est contre des systèmes, contre des principes abstraits que nous allons combattre. C'est non-seulement à ses anciennes frontières, mais à ses anciennes opinions, à son ancien régime qu'on veut la ramener de force. C'est dans cette contre-révolution d'idées qu'on voit la délivrance de l'Europe. Pour moi, j'avoue qu'il me paroissoit plus politique & plus sage d'abandonner la France à elle-même, après l'avoir renfermée dans ses anciennes limites. Ainsi réduite, elle auroit bien perdu de ses ressources & de sa force. La France tournant contre elle-même sa turbulente activité, n'auroit-elle pas beaucoup plus à craindre de ses divisions intérieures, que de toutes les armées qu'on pourroit envoyer contre elle?

M. Pitt. — Je n'ai pas dit que l'objet de la guerre fut de dicter une forme de gouvernement à la France & de rétablir son ancienne monarchie; mais seulement que, pour bien évaluer le degré de sûreté, résultant de nos rapports avec un gouvernement, il étoit important d'apprécier son caractère, sa conduite & ses principes. J'ai dit que, quand le trait le plus prononcé & le plus caractéristique d'une nation, est une haine invétérée, & un état habituel d'hostilité contre tout établissement civil & ecclésiastique; mais surtout contre celui qui subsistoit chez elle: certes, alors ce n'est pas seulement des limites de son territoire qu'il est question de s'occuper. Ce n'est pas, comme on le suppose, contre des opinions abstraites & spéculatives que nous faisons la guerre, mais contre des opinions armées, contre des opinions se propageant par le glaive, & investies d'une grande puissance. Quand il me sera démontré que la France, quoique républicaine, offrira une garantie pour les engagements contractés avec elle, ne fût-ce que la mesure de candeur & de bonne foi que présentoit l'ancienne monarchie sous Louis XIV, je n'hésiterai pas à traiter de la paix. Si la constitution républicaine ne peut survivre à un changement de caractère, si elle ne peut se soutenir que sur la base des principes sur lesquels elle fut fondée, alors je me déclare l'irréconciliable ennemi de la république française, donc *obruet male partum, male retentum, male gestum imperium*. Si, au contraire, la république rend le peuple heureux, sans porter atteinte à la tranquillité & à l'indépendance de ses voisins, rien ne sera plus loin de ma pensée que d'attaquer un gouvernement fondé sur le choix du peuple, soumis à ses loix.

M. Windham, ministre de la guerre. — Je ne vois de garantie pour la paix & notre sûreté future que dans le rétablissement d'un gouvernement fondé sur le christianisme, sur les anciennes habitudes & les mœurs du peuple français. Ce sera aux événemens à déterminer la modification qu'on devra adopter; mais quoiqu'il arrive, notre salut dépend d'un changement dans le gouvernement actuel; & je n'en vois pas qui soit plus propre à remplir cet objet que l'ancien gouvernement, la monarchie. Il est étrange que des hommes de sens se permettent ces absurdes & puériles déclamations contre ce qu'on appelle l'ancien despotisme des rois de France. Ce régime ne pouvoit paroître despotique qu'autant qu'on le comparoit à quelques parties de la constitution anglaise, à laquelle il faut convenir qu'il étoit inférieur. Si on en venoit à condamner comme arbitraire & despotique l'ancien gouvernement de la France, que deviendroient les autres gouvernemens de l'Europe? Comment caractériser celui même de la France républicaine?

M. Tierney. — Ce langage, interprète des sentimens du premier ministre, n'est pas équivoque, & il sera entendu du peuple français. Certes, le directoire ne composeroit jamais un manifeste comparable à ce discours. *Il n'est plus question d'une modification dans le gouvernement actuel, ni même d'une monarchie limitée, c'est tout simplement l'ancien régime, dans toute sa pureté, qu'on veut rendre aux français; & deux de vos ministres viennent de leur déclarer officiellement qu'ils aient à beiser la tête pour recevoir le joug. Vous verrez comment ils le recevront.*

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Strasbourg, le 9 messidor.

On a reçu des détails sur l'action meurtrière qui a eu lieu entre nos troupes & les Autrichiens. Ces derniers ayant reçu depuis quelques jours un renfort de 6,000 hommes en infanterie, pour la plupart composé des corps francs de Giulay, Mantoux-Rouges, &c., & voulant peut-être, par une diversion de ce côté, obliger Massena à détacher des troupes de la Suisse, ont inopinément attaqué nos avant-postes à deux heures du matin. Les colonnes de gauche & de droite de l'aile droite du corps d'armée, sur la rive droite du Rhin, étant obligées de se retirer, nous évacuâmes Offenbourg, dont les habitans firent sur nous & hacherent en pièces un chef d'escadron. Nous fûmes obligés de nous retirer jusqu'à la forêt de Neumühl, à une petite lieue de Kell. Le général Legrand ayant fait venir des troupes fraîches, attaqua à dix heures du matin les Autrichiens, & les repoussa de poste en poste jusqu'à Offenbourg, où ils tiennent encore.

Une forte colonne de paysans étoit avec les Autrichiens & s'est portée à beaucoup d'excès.

La 11^e demi-brigade d'infanterie légère nouvellement formée & toute composée de conscrits, s'est particulièrement distinguée dans cette journée. Les carabiniers se sont aussi signalés. On assure que quelques officiers du 20^e régiment de chasseurs à cheval n'ont pas fait leur devoir. Cependant, avant de les nommer, il faut avoir des détails authentiques sur ce bruit.

Sur la gauche & au centre de nos positions, il n'y a pas eu d'attaque.

Cette nuit, beaucoup de troupes se sont rendus à Kell. On croit que demain nous attaquerons l'ennemi. On espère que nous reprendrons Offenbourg & Gingsbach.

On a amené hier dans l'après-midi environ 150 prisonniers autrichiens & paysans, & près de 200 blessés. Notre perte en tués, blessés et prisonniers est évaluée à 400 hommes: celle des Autrichiens à 600.

La colonne de troupes annoncée à notre administration départementale par le ministre de la guerre & par le général Laroche n'est pas encore arrivée. On croit qu'elle a eu une autre destination, & qu'elle s'est rendue en Suisse, où elle pourroit être arrivée actuellement ce qui paroit confirmer cette opinion; c'est l'ordre donné aux 4^{es} bataillons de garnison ou de réserve qui étoient en Bohême, de se rendre à l'armée de l'archiduc, pour la renforcer & réparer les pertes considérables qu'elle a éprouvées. Un recrutement général est en outre ordonné dans tous les états héréditaires, & se trouve déjà en activité.

Paris, le 10 messidor.

— Le conseil des cinq cents a rapporté la résolution par laquelle il avoit d'abord approuvé le traité de commerce avec l'Helvétie, & en a averti le directoire par un message.

— Le ministre de la guerre continue à être malade; il n'a pu aujourd'hui se rendre au directoire ni donner audience, ce qui fait présumer qu'on lui donnera bientôt un successeur.

— Les nouveaux membres du bureau central sont les citoyens Letellier, Astier & Milly, anciens administrateurs.

— Le citoyen Otto (de Strasbourg), secrétaire de légation à Berlin, y fait les fonctions de chargé d'affaires de la république française depuis le départ de Sicys.

— La cinquantième représentation de *Misanthropie et Repentir* avoit rempli hier le théâtre de la Cité. Le citoyen

Dorsan a été applaudi après Saint-Phal, & la citoyenne Bossuet après la citoyenne Simon. C'est un succès qu'il y avoit du courage à tenter, & l'on voit que ces deux acteurs perfectionneront rapidement leur jeu dans ces rôles.

— Un officier-général écrit de Gènes, le premier messidor, que nous avons remporté une victoire éclatante sur les austro-russes; que la division de Victor a fait 3300 prisonniers & tué 2000 ennemis; que Victor poursuit l'ennemi, à qui il a pris depuis 1000 chevaux, 20 pièces de canon, des caissons & du bagage.

— On écrit de Carthagene que la flotte espagnole est sortie pour aller au-devant de la flotte française. On ne peut disconvenir que cette fois nos alliés aient manqué ni de zèle, ni d'activité.

Il paroît qu'on a même reçu à Toulon, par la voie de mer, la nouvelle de la jonction.

— Les cinq vaisseaux de ligne espagnols qui sont à l'isle d'Aix, ont fait établir sur nos côtes une permanence de huit à neuf vaisseaux de ligne anglais.

— On parle toujours d'un projet de descente de 40 à 50 mille Anglais dans la Belgique; on prétend que Pitt & Dundas tiennent beaucoup à cette expédition, dans l'espoir très-peu fondé sans doute, qu'ils pourront la concerter avec la Prusse, & qu'elle devoit coïncider avec la trouée que les austro-russes auroient faite par Lyon, la Suisse & le Mont-Blanc, dans le cas où nos affaires militaires eussent continué à être abandonnées au hasard, à l'impéritie ou à la trahison.

— Auguste Hus, commissaire auprès de la municipalité de Turin, vient de publier une réponse à la protestation du roi de Sardaigne. Il lui reproche son ingratitude envers la nation française qui lui a fait grâce de la vie qu'il devoit perdre, dit-il, sur les échafauds des assassins ordinaires. Il assure que c'est la religion catholique qui a achevé dans ce prince le caractère atroce que la royauté y a ébauché; & il lui reproche d'avoir rougi le Piémont du sang des Français, & de celui de ses propres sujets. Il déclare que si Charles-Emmanuel proteste contre la France, la nature entière proteste contre lui-même.

— Une lettre écrite de Cayenne par un député à un de ses amis, annonce que d'Aubergeon Marinai est mort à Sinnamary le 27 frimaire an 6; que Bourdon (de la Somme) & Tronçon-Ducoudray y sont morts tous deux le 6 messidor an 6; que Berthelot-la-Vilheurnois y est aussi décédé le 10 thermidor suivant, & que Brothier cessa de vivre le 26 fructidor, ainsi que Rovere qu'on avoit dit passé en Angleterre.

— Le général Sorbier a été blessé en duel par le prince de Leiningen-Turkheim.

— Le baron d'Albini, chancelier de l'électeur de Mayence, qu'on avoit dit éloigné de la cour, y est toujours & dirige en chef toutes les affaires.

AVIS ESSENTIEL.

Le prix de l'Abonnement du Publiciste est actuellement de 13 fr. 50 cent. pour trois mois; 26 fr. pour six mois, et 50 fr. pour l'année. Cette augmentation est nécessitée par celle des dépenses de tout genre, et notamment par le nouveau droit de timbre imposé sur les journaux et sur leurs suppléments.

CORPS LEGISLATIF CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence du citoyen GÉNÉSIEUX.

Séance du 12 messidor.

On lit une foule d'adresses qui félicitent le conseil sur les derniers événements.

Le directoire annonce, par un message, que le citoyen Roger-Ducos a accepté la place de membre du directoire exécutif.

Un membre expose que la fâcheuse & la négligence des administrations ont laissé organiser dans le Midi une nouvelle Vendée: ces brigands ont porté l'audace jusqu'à faire en règle le siège d'une petite commune. A Marseille, on se vante publiquement d'apprendre le russe, pour pouvoir mieux accueillir ces barbares & les remercier dans leur langue.

L'opinant demande que demain la discussion s'ouvre sur les élections des Bouches-du-Rhône.

Perrin annonce qu'il ne pourra présenter ce rapport que dans trois jours.

Le 9, le conseil en comité général avoit entendu la lecture d'un mémoire du ministre des relations extérieures sur la situation de l'Europe à l'égard de la France, & arrêté que ce mémoire seroit scellé & déposé aux archives. Comme le conseil des anciens ne le connoît pas, Grandmaison fait décider qu'il lui sera d'abord communiqué.

Jourdan fait adopter un projet de résolution que nous donnerons demain, & qui porte en substance que les conscrits seront sans délai organisés en bataillons par départements.

La loi sur le remplacement est abrogée.

Les conscrits remplacés ne seront pas tenus de partir, à moins que leurs remplaçans n'aient déserté.

Roëmer présente à la discussion le projet sur la répression du brigandage: comme il paroît insuffisant, une nouvelle commission de sept membres sera nommée.

CONSEIL DES ANCIENS.

Séance du 12 messidor.

Sur le rapport de Rabaud, le conseil approuve une résolution du 28 prairial, qui statue sur les opérations des assemblées primaires du canton d'Agde, département de l'Hérault.

Un message du directoire instruit le conseil que le citoyen Roger-Ducos a accepté sa nomination de membre du directoire exécutif.

Les administrations municipales des communes de Charolles & Poitiers, félicitent le conseil sur les dernières mesures qu'il vient de prendre, & demandent vengeance sur l'assassinat de nos ministres à Rastadt.

Sur la demande de Pérée (de la Haute Garonne), le conseil arrête que lorsque les appels nominatifs auront lieu dans son sein, & que le nom de Bonnier sera cité, le président répondra: *Que le sang des plénipotentiaires français retombe sur la maison d'Autriche.*

Bourse du 12 messidor.

Rente provisoire, 4 fr. — Tiers consolidé, 10 fr. 10 fr. 25 cent. — Bons $\frac{2}{3}$, 85 c. — Bons $\frac{1}{2}$, 80 c. — Bons d'arrérage, 72 francs 50 cent. — Action de 50 fr. de la caisse des rentiers....

A. FRANÇOIS.